

R-2
n.c

leSoleil

cyberpresse.ca | le web | Pages jaunes
 Rechercher dans le site

LA PRESSE leSoleil La Nouvelle La Presse La Tribune Le Droit La Voie Nord

ACCUEIL LAPRESSEAFFAIRES.COM MONCINEMA.CA MONTDET.CA NONVOLANT.CA
 TECHNAUTE.COM

Actualités | Actuel | Arts & Spectacles | Blogs | Chroniqueurs | Consommation | Cuisine | Environnement | É.-U. 2008 | Hockey
 Insolite | International | Lectures | Multimédia | Opinions | Photos | Santé | Sciences | Sports | Vidéo | Voyages

Accueil » Le Soleil » Texte complet

Le mardi 10 avril 2007

LOGICIELS DU GOUVERNEMENT

Achats faits sans appels d'offres

Pierre Asselin
 Le Soleil
 Québec

Presque tous les achats de logiciels du gouvernement se font sans appels d'offres, au gré à gré, avec des fournisseurs de produits brevetés comme Microsoft, déplorent des spécialistes du logiciel libre, qui demandent à Québec d'équilibrer les règles du jeu.

- ✂ [Taille du texte](#)
- 🖨 [Imprimer](#)
- ✉ [Envoyer](#)
- 🔍 [Rechercher](#)



Apprendre

Cyrille Béraud, président de Savoir-Faire Linux, une entreprise qui vend des services aux utilisateurs de logiciels libres, constate que les achats sans appel d'offres de produits Microsoft et autres sont la règle.

Le logiciel libre est très répandu dans les administrations publiques en France, dit Daniel Pascol, professeur à la faculté des sciences de l'administration de Laval.
 Photographie Le Soleil

« L'article 12.7 (du Règlement sur les contrats d'approvisionnement) permet à l'État de négocier de gré à gré lorsqu'il veut acheter des logiciels couverts par des droits exclusifs. Tous les achats de produits Microsoft, IBM, Novell, etc. se font en vertu de cet article. Il n'y a par exemple jamais eu d'appel d'offres pour évaluer un autre système d'exploitation que Windows. Il y a d'après nous un abus de l'utilisation de l'article 12.7, ce sont des millions et des millions de dollars d'achats qui se font de gré à gré. »

Il existe pourtant des solutions de rechange très fiables, ajoute-t-il, « mais sans appel d'offres on ne peut pas les faire valoir ». Il a d'ailleurs écrit pour demander que l'article 12.7 soit abrogé.

Le directeur général des acquisitions pour le Centre des services partagés du Québec, Guy Chouinard, reconnaît que les conditions actuelles ne sont pas favorables au logiciel libre.

« Nous signons des contrats parapluie avec les compagnies pour permettre à un ministère qui doit changer la version de ses logiciels d'acheter automatiquement d'autres produits Microsoft, Novell ou IBM. »

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE

Pour quelques degrés de plus

Nous autres, de la Haute-Yamaska, Frelighsburg... »



Tout ce qui est neige

Pardon, madame, autorisez des choix, des... Vous savez... »



Publicité

NOUVELLES LES PLUS LUES

Dernière heure | Dernier jour | Dernière semaine

[Le gouverneur de New York implique dans une affaire de BRESNAHAN](#)

[André Roy suspendu jusqu'à la fin de l'année](#)

[Obama refuse d'être le sur un débat avec Hillary](#)

[Des records de neige sur le point d'être battus](#)

[Une ado morte étouffée mortellement par une femelle de chien](#)

[Toutes les nouvelles les plus lues »](#)

LIRE AUSSI

[L'ADQ donnera rapidement sa réponse au budget](#)

Par ailleurs, si un ministère doit acheter 1000 postes de travail, il va préférer garder le même fournisseur pour assurer que son parc informatique soit homogène et stable, ajoute M. Chouinard. « Ce modèle-là ralentit l'implantation et le développement du logiciel libre. »

« Il n'y a à peu près pas d'expertise dans ce domaine au gouvernement, poursuit-il. L'industrie du logiciel libre est encore une petite industrie en émergence, qui vit souvent sur le coin de la table. On va essayer de mettre en place une offre globale de service pour supporter les ministères qui veulent aller dans cette direction », conclut-il.

Le logiciel libre est pourtant très répandu dans les administrations publiques en France, signale Daniel Pascol, professeur à la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval. « Le ministère des Finances en France est complètement sur logiciel libre, dit-il, et chaque député va recevoir en juin un poste de travail entièrement en logiciel libre. »

M. Pascol vient de recevoir à Québec Roberto Di Cosmo, qui préside un projet visant à promouvoir le logiciel libre en France. Le gouvernement veut en effet créer un pôle de compétitivité pour faire de la France « une référence mondiale pour la recherche, le développement et l'édition de logiciels libres », indique un communiqué du ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

[Santé : CPN et FTD veulent contourner le séquestre vers le privé](#)

[Séjour court de certains hommes canadiens](#)

[Le budget ne sera pas « offensant », promet Charbon](#)

[Congrès du parti libéral au Québec : débat sur la langue française](#)

BLOGUES

[Amin Mc Kenna - Technaute.com](#)

[Facebook, Twitter et la mauvaise](#)

[interprétation de certains sites](#)

[Richard Hébert](#)

[Le régime d'Obama à Clinton](#)

[Nelson Damala - Technaute.com](#)

[Manche de pêche : Quand le réel écrase le](#)

[Vieux](#)

[Tous nos blogs](#)

[Imprimer](#) [Revenir](#)

Partager

[Facebook](#)

[Digg](#)

[Delicious](#)

[Google](#)

[Qu'est-ce? It](#)

[Retour](#) [Menu](#)

Actualités | [Actuel](#) | [Arts & Spectacles](#) | [Blogs](#) | [Chroniqueurs](#) | [Consommation](#) | [Cuisine](#) | [Environnement](#) | [É.-U. 2008](#) | [Hockey](#) | [Insolite](#) | [International](#) | [Lectures](#) | [Multimédia](#) | [Opinions](#) | [Photos](#) | [Santé](#) | [Sciences](#) | [Sports](#) | [Vidéo](#) | [Voyages](#)

[ImpôtRapide Site officiel](#)

Rejoignez la Communauté en ligne ImpôtRapide. Essayez

ImpôtRapide

[www.impotrapide.ca](#)

[DLGL Logiciel RH Paie](#)

RH, Paie, Régime retraite, Marchés Grande Entreprise 700 employees

[www.dlgl.com](#)

Annexes Google

[Abonnez-vous à l'Info Courriel Cyberpresse](#) | [Modifiez votre profil](#) | [Faire aux questions](#)
[Cyberpresse en page d'accueil](#) | [Politique de confidentialité](#) | [Annonces sur Cyberpresse](#) | [Contactez-nous](#)

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

No: 500-17-044243-080

**COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE MONTRÉAL**

**FACIL, POUR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DE
L'INFORMATIQUE LIBRE;**

Demanderesse

c.

**CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC –
DIRECTION GÉNÉRALE DES ACQUISITIONS**

Défenderesse

-et-

MICROSOFT LICENSING GENERAL PARTNERSHIP;

-et-

MICROSOFT CANADA CIE;

-et-

COMPUGEN INC.;

-et-

PROCURÉUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Mis en cause

PIÈCE R- Z

**COPIE POUR
FACIL, POUR L'APPROPRIATION COLLECTIVE DE
L'INFORMATIQUE LIBRE**

AR0085

ND: M-08-025

MARC-AURÉLE RACICOT

Avocat – Lawyer

2425, boul. de la Concorde Est

Laval (Québec) H7E 2A9

Tel: (450) 933-0950 Fax: (450) 933-0951